

# La fermeture de Fessenheim résulte de cinquante ans de lutte antinucléaire

22 février 2020 / [Entretien avec Jean-Jacques Rettig](#)



La doyenne des centrales nucléaires françaises, celle de Fessenheim, est la première à mettre à l'arrêt définitif l'un de ses réacteurs. Un résultat qui n'aurait pas été possible sans une lutte antinucléaire régionale de très longue haleine. Retour sur l'histoire avec le militant Jean-Jacques Rettig.

---

*L'arrêt du réacteur n° 1 de Fessenheim s'est produit ce samedi 22 février à 2 h 30. Jean-Jacques Rettig, 80 ans, fondateur du Comité pour la sauvegarde de Fessenheim et de la*

*plaine du Rhin (CSFR) et figure historique de la mobilisation antinucléaire locale, raconte à Reporterre les cinquante ans de lutttes qui ont émaillé l'histoire de la centrale.*

---

## **Reporterre — Quand a débuté la mobilisation contre la centrale nucléaire de Fessenheim ?**

**Jean-Jacques Rettig** — Le 17 juillet 1970, mon épouse et moi apprenions le projet de construction de deux, voire quatre réacteurs nucléaires à Fessenheim dans la presse. Trois ans plus tôt, un expert en radiologie auprès des tribunaux nous avait sensibilisés aux risques liés aux rayonnements ionisants. Un mois plus tard, notre association, le Comité pour la sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin (CSFR), était créée. Nous savions que d'autres projets de centrales verraient le jour le long du Rhin, en raison de la présence du canal et de mégapoles qui devaient être alimentées en énergie nucléaire. À l'époque, le [plan Messmer](#) prévoyait la mise en service de 200 réacteurs nucléaires.

Une coopération allemande, française et suisse s'est mise en place, qui a réussi à mettre en échec douze réacteurs. L'arrêt d'un premier réacteur à Fessenheim, samedi, n'est qu'une petite partie de ce qui a été obtenu.



Jean-Jacques Rettig devant la cathédrale de Strasbourg, lors d'une manifestation pour la commémoration de Fukushima et la fermeture de Fessenheim.

## Quels sont les projets mis en échec ?

En Suisse, dès 1966, la société Motor-Columbus a voulu installer une centrale nucléaire sur le Rhin, au niveau de Kaiseraugst. Les travaux ont débuté le 24 mars 1975. Le 1<sup>er</sup> avril, des habitants et des comités d'opposants ont bloqué le chantier et occupé le terrain, pendant onze semaines. 15.000 personnes ont participé au blocage des excavations. Aujourd'hui, la centrale n'est toujours pas construite.

En Allemagne, au printemps 1971, le gouvernement du Bade-Wurtemberg annonçait la construction de quatre réacteurs à Breisach, sur la rive droite du Rhin, en pays du Bade. La population s'est mobilisée, ainsi que les syndicats agricoles et de vignerons. Le projet a été abandonné au bout de huit mois, notamment après une manifestation de 400 tracteurs accompagnés de vignerons qui ont traversé la région en faisant un crochet côté alsacien.

Fin 1973, ce projet de centrale a resurgi à une vingtaine de kilomètres, à Wyhl. La

bataille a été acharnée. L'histoire a duré plus de dix ans, avec une occupation non violente du terrain par les opposants pendant plus d'un an. Des tours de garde étaient même organisés la nuit ! En 1977, après l'intervention de la police, 28.000 personnes sont venues dès le lendemain réoccuper le site. Il y a aussi eu des conférences dans les villages, plusieurs procès et même un voyage en bus jusqu'à Stuttgart. La mobilisation a grossi et le projet a été abandonné.

En France, quatre réacteurs nucléaires devaient être construits en 1977 à Gerstheim (Bas-Rhin). EDF possédait déjà la moitié des terrains requis à côté de sa centrale hydroélectrique pour les réacteurs 1 et 2 et devait en acquérir autant pour les réacteurs 3 et 4. Nous avons occupé les terrains avec une demande adressée à EDF : «

*Comme nous ne voulons pas de centrale nucléaire ici, nous n'avons pas besoin du pylône météorologique que vous venez de construire pour savoir dans quelle direction irait la vapeur des tours de refroidissement. Si vous retirez ce pylône, nous cesserons notre occupation.* » L'occupation a duré sept mois. Un après-midi, nous sommes allés rendre visite à la femme du premier adjoint au maire pendant son absence, parce que nous savions qu'il avait reçu le plan d'implantation des pylônes et des réacteurs. Cette dame a accepté de nous prêter le plan, nous sommes allés en faire une dizaine de copies chez un architecte et nous avons ainsi pris connaissance du projet, noir sur blanc. Et finalement, la mobilisation de la population a mis le projet en échec.

En France, les préoccupations liées à la radioactivité sont apparues plus tôt qu'en Allemagne, où les viticulteurs et les agriculteurs craignaient surtout les tours de refroidissement. Mais surtout, les mobilisations en France et en Allemagne ont été très dissemblables du fait des différences entre les deux pays. L'Allemagne est un État fédéral, qui accorde plus de pouvoir aux élus locaux et aux populations. À l'inverse, la France est un État centralisé. Le général de Gaulle, marqué par la débâcle de 1940, a tenu à créer un Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et à se doter de l'arme nucléaire. Pour imposer le nucléaire, l'État n'a pas hésité à mettre la population devant le fait accompli. Puisqu'il est l'unique actionnaire du CEA et un actionnaire principal d'EDF et d'Orano, il peut utiliser l'argent des contribuables pour boucher les trous. Et cela ne

change pas : fin 2020, Emmanuel Macron, Élisabeth Borne et Bruno Le Maire ont cosigné une lettre adressée à Jean-Bernard Lévy, le PDG d'EDF, dans laquelle ils lui demandent d'analyser les causes des difficultés de la filière nucléaire... et d'étudier la possibilité de construire **six nouveaux réacteurs EPR**. Mais il leur sera difficile d'implanter de nouveaux réacteurs le long du Rhin ; ce serait la révolution côté allemand.

### **Cette mobilisation transfrontalière n'a pas réussi à empêcher la construction de la centrale nucléaire de Fessenheim...**

Les habitants de Fessenheim espéraient que la centrale amènerait du travail et de l'argent dans les caisses de la commune. Le 12 avril 1971, la première marche sur Fessenheim, qui fut aussi la première grande manifestation du mouvement contre le nucléaire civil, a rassemblé 1.500 personnes, dont une centaine d'Allemands. **Pierre Fournier**, rédacteur et dessinateur à *Charlie Hebdo* et fondateur du journal *La Gueule ouverte*, y a participé et s'en est inspiré pour lancer une mobilisation contre la centrale du Bugey, dans l'Ain. En mai 1972, à la deuxième manifestation, les manifestants étaient 5.000 ; en mai 1975, à la troisième, entre 13.000 et 15.000. Mais les habitants de Fessenheim regardaient tout ça de derrière leurs rideaux. Ils craignaient que le commis du maire, éminence grise du nucléaire dans la région, ne leur cherche des ennuis.

Mais la mobilisation transfrontalière n'a pas totalement échoué. Il y aurait eu quatre réacteurs et non pas deux à arrêter à Fessenheim, sans trois facteurs : le travail d'information et de mobilisation réalisé par les associations citoyennes ; la victoire, aux élections municipales de 1973, du jeune médecin de Fessenheim, fils de radiologue et réticent à la construction des réacteurs 3 et 4 de Fessenheim ; et l'accident nucléaire de Three Miles Island, aux États-Unis, en 1979, qui a choqué le maire et l'a amené à refuser définitivement ces deux nouveaux réacteurs. C'est finalement la centrale nucléaire de Cattenom qui en a hérité.

## **La centrale nucléaire de Fessenheim a été mise en service en 1977. Comment la contestation a-t-elle évolué ensuite ?**

Il y a toujours eu une opposition à Fessenheim. De nombreuses associations — CSFR, Stop Fessenheim, Stop transports-halte au nucléaire et Citoyens vigilants des environs de Fessenheim, le réseau Sortir du nucléaire... — ont continué à lutter, même si des militants fatigués passaient le relais à d'autres.

Avant même la mise en service, en février 1977, sept opposants, dont l'écologiste Solange Fernex, ont mené une grève de la faim de 24 jours à Roggenhouse (Haut-Rhin) pour réclamer des garanties élémentaires de sûreté et la création d'une commission de contrôle. Le 24<sup>e</sup> jours, deux manifestations se sont déroulées simultanément devant les préfectures de Strasbourg et de Colmar, qui ont rassemblé plusieurs milliers de participants. Le soir même, la commission de contrôle était accordée puis, quelques mois plus tard, la commission locale d'information et de surveillance (Clis), la première en France — même si les associations antinucléaires y sont toujours en minorité.

Mais il a fallu l'accident de Tchernobyl, en avril 1986, pour ébranler l'opinion sur la question du nucléaire. La Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité (Criirad), créée en mai 1986, a effectué des analyses dans les deux départements alsaciens qui ont révélé des niveaux de contamination radioactive au césium 137 importants. Je me souviens que ma femme et moi avons arrêté de cultiver le jardin, laissé pousser les mauvaises herbes, les avons arrachées et transportées en forêt. Mais à part dans les milieux les plus informés et militants, les inquiétudes sont retombées quelques mois plus tard.

L'accident de Fukushima, en mars 2011, a été le coup de grâce. L'opinion française, et pas seulement alsacienne, a évolué en faveur d'une sortie du nucléaire. Mais, je le dis de manière directe et brutale, après l'URSS et la Russie actuelle, la France reste le pays le plus totalitaire et autoritaire en matière de nucléaire.



## **La mobilisation antinucléaire locale peut-elle expliquer que les réacteurs de Fessenheim soient les premiers de cette génération à être arrêtés ?**

À Fessenheim et dans les villages alentour, on ne peut pas parler de vigueur antinucléaire. Comme nous l'avons vu, les opposants et les luttes étaient ailleurs en Alsace, en Suisse et en Allemagne. Si les réacteurs de Fessenheim sont les premiers à fermer, c'est que les gens du métier savent que leurs cuves n'ont été prévues que pour durer trente ans. En outre, la centrale est située à 8,56 mètres en contrebas de la ligne d'eau du canal d'Alsace, en zone inondable. Les péniches qui passent à proximité du site ne sont pas contrôlées sur le risque terroriste et les écluses amont et aval ne résisteraient pas à la chute d'un avion de ligne ou à un tremblement de terre important. Enfin, une malfaçon a été identifiée sur l'un des générateurs de vapeur d'un des réacteurs, à la suite de la découverte de très nombreuses falsifications dans les dossiers de fabrication de **l'usine Orano du Creusot**. François Hollande a longtemps louvoyé après sa promesse de fermer la centrale, mais Emmanuel Macron, qui intellectuellement n'est pas le premier venu même s'il lui en manque du côté du cœur, préfère s'en sortir avant que survienne un accident. Même si, évidemment, la persévérance du mouvement antinucléaire pendant toutes ces années ainsi que l'évolution de l'opinion après les accidents de Tchernobyl et de Fukushima ont joué également.

### **Le combat est-il terminé ?**

Pas du tout ! EDF a obtenu un dédommagement de 400 millions d'euros pour la fermeture prétendument anticipée de Fessenheim, et touchera chaque année jusqu'à 2041 le manque à gagner lié à cette fermeture — sachant qu'un réacteur produit un million d'euros par jour. C'est un bon moyen pour l'électricien de renflouer les caisses sur le dos des contribuables. Nos associations alsaciennes, associées au réseau Sortir du nucléaire, ont porté plainte en France contre cet accord, ainsi qu'à la Commission européenne pour soutien non autorisé à un exploitant.



Jean-Jacques Rettig à Bure (Meuse).

Par ailleurs, l'État envisageait la construction d'un technocentre spécialisé dans le



démantèlement dans l'enceinte de la centrale, et que le réacteur 1 fasse l'objet d'expérimentations approfondies. Pour l'instant, le projet est à l'arrêt car les Allemands refusent de s'y associer, malgré les souhaits d'EDF. Mais il reste dans les tiroirs et risque de resurgir.

Enfin, il reste des batailles immenses à mener : contre le projet d'enfouissement des déchets radioactifs à Bure, pour la fermeture de l'usine de La Hague, dont on peut dire que c'est l'endroit le plus dangereux du monde.

- *Propos recueillis par Émilie Massemin*

**Lire aussi :** Fermeture de Fessenheim : après la centrale, le saut dans le vide

**Source :** Émilie Massemin pour *Reporterre*

**Photos :** © André Hatz

. chapô : Manifestation contre la centrale nucléaire de Fessenheim en avril 2015. [Flickr](#)  
(Till Westermayer/CC BY-SA 2.0)

- Emplacement : [Accueil](#) > [Entretien](#) >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/La-fermeture-de-Fessenheim-resulte-de-cinquante-de-lutte-antinucleaire>